

## **ENJEU SÉCURITÉ - Sécurité : parlons chiffres et *vox populi***

DES élections européennes imminentes... Les Jeux Olympiques approchent... Où en est la sécurité de la France ? Dans "Atlantico", nous avons déjà abordé le cas des homicides et cambriolages. **Parlons donc ici des "Atteintes volontaires à l'intégrité physique"** (agressions, etc.) : où en est-on ? Comment cela évolue-t-il ? Les faits, les chiffres, proportions et pourcentages, exhumés du tombeau où le ministère de l'Intérieur camoufle ce qu'il sait, mais dit peu, mal ou pas du tout, pour éviter d'alarmer l'électeur (révélation intempestive : c'est raté).

Ces "atteintes à l'intégrité physique" de tout type, l'État en dénombre 444 700 en 2023, (+ 7% sur 2022), dont 330 600 non-sexuelles ; ± 98 000, affectant des mineurs ; 46% d'entre elles commises hors du cadre familial. Outremer inclus, ces violences physiques augmentent en 2023 dans 90 départements sur 101 et baissent dans 11.

Elles explosent notamment dans des départements ruraux naguère paisible, à mesure où - JO obligent - le gouvernement y évacue en masse des migrants, clandestins, etc. Dans la "zone police" de ces départements (Villes moyennes) le Loir-et-Cher en est à + 40% ; Côte d'Or, Eure-et-Loir, Finistère et Lozère à + 20%. Dans cette "zone police" (5% du territoire urbain, le reste à la gendarmerie) ces violences ont augmenté de + 7,4% en 2023.

Prenons maintenant un critère plus précis que ces plutôt vagues "atteintes" : celui des "Coups et blessures volontaires", décomptés pour les 15 ans et plus ; précisément, ceux de ces C&BV advenant hors du cadre familial ; en termes clairs, être rossé, voire lynché - non par un proche ou un parent - mais sur la voie publique, au travail, à l'école, etc.

La statistique officielle dénombre 173 000 de ces C&BV en 2023 (142 000 en 2018) ; touchant en majorité des hommes de 15 à 29 ans. Sur toutes les années-Macron complètes (2018-2023), cette catégorie de C&BV a bondi de + 26%. De 2022 à 2023, c'est encore + 4%.

Or des enquêtes "Vécu-Ressenti-Sécurité" nous apprennent que les flagrants délits et dépôts de plaintes forment 21% du total de ces C&BV. Combien, alors, de ces C&BV hors famille vraiment commis, en y incluant ce "chiffre noir" de 79% (21+79 = 100%) ? Une fort prudente estimation en donne ± 680 000 en 2023, ± 1 860 par jour, 77 par heure, 1,3 par minute.

Dans la France de M. Macron, un ado, adulte ou ancien se fait casser la figure plus d'une fois chaque minute, mais les ministres du régaliens sont enchantés d'eux-mêmes et les médias asservis clament que ces victimes sont en proie à un frivole "sentiment d'insécurité". Pire : les statistiques officielles dévoilent aussi que, de 2017 à 2022, rayon C&BV, les "taux d'élucidation" des forces de l'ordre, soit le nombre des coupables identifiés-interpellés en un an, baisse de 63% à 54% (-9%), 46% de ces traumatisantes agressions restant impunies.

D'où l'exaspération de l'opinion ; d'abord, du fait des systématiques mensonges et dissimulations du ministère de l'Intérieur - souvent déjà évoqués ici - et de l'occultation hystérique du réel criminel par les médias asservis. De cela, un exemple entre mille (mai 2024), cet article d'un quotidien de province décapé de tout élément concret. Il s'agit d'une fusillade - donc, d'un crime - ainsi décrite : "Deux personnes... sur des personnes... deux personnes blessées... une autre personne... une personne a vu... tireur... homme... auteur... homme... personnes ciblées... Hommes... tireurs"... Après le CV anonyme, l'article anonymisé.

Pour ces médias asservis, cette pratique équivaut exactement au geste infantile consistant à cacher sous le tapis les fragments du vase qu'on a cassé, dans l'espoir idiot que nul ne l'y trouvera ; pire, à prendre ses lecteurs pour d'aveugles crétins.

Additionnons ces enfantillages, mensonges et censures à la vaine promesse de M. Macron (avril 2022) d'un "droit à la vie paisible" : la population se cabre violemment - d'abord, par voie de sondages (ici pris sur janvier-mai 2024) :

- Vous arrive-t-il de vous sentir en insécurité, oui, 60% ; souvent, oui, 19% (d'août 2023 à janvier 2024, + 13%),
- Vingt-quatre pour cent des Français (Un sur quatre...) s'alarme de vivre près d'un point de trafic de drogue,
- L'insécurité augmente en France : oui, 92% ; beaucoup, oui 55%,
- (Avril 2024) pour les cent jours de Gabriel Attal, premier ministre : sécurité, bilan pas satisfaisant, 67% des Français,
- (Mai 2024) La violence gagne partout du terrain, oui, 64% ; pour rétablir la sécurité, 70% des Français n'ont pas confiance en M. Darmanin ; 72%, pas confiance en M. Macron ; au fond du trou, M. Dupond-Moretti, en qui les trois quarts (75%) des Français n'ont nulle confiance. ■